

Chers entrepreneurs,  
Mes chers amis,

Vous l'avez entendu, ça y est, nous y sommes : The final countdown !  
C'est le moment de vérité.

Entrer ensemble sur ce court central mythique, c'est évidemment pour moi et pour nous tous une immense émotion. Mais ce n'est pas qu'une émotion.

C'est le symbole d'une grande ambition, notre ambition, celle de gagner ensemble ce JEU DÉCISIF !

Car nous, entrepreneurs, nous ne sommes pas des commentateurs : nous sommes des compétiteurs.

Nous n'imaginons pas la défaite !

Nous ne la laisserons advenir.

Bienvenue à la REF 2025 !

J'ai choisi d'ouvrir cette édition entre nous - je n'ose pas dire dans l'intimité, parce que nous sommes plus nombreux que jamais ! Entre nous, c'est-à-dire entre entrepreneurs.

Nos intervenants politiques nous rejoindront plus tard cet après-midi, et surtout demain. Ils seront très nombreux, au plus haut niveau gouvernemental et à la tête des grands partis. Les recevoir à la REF, c'est nécessaire.

D'abord parce que nous sommes toujours soucieux d'une relation loyale et exigeante avec eux.

Ensuite parce que, dans le contexte actuel, nous serons particulièrement attentifs à leurs propos. Je les remercie par avance pour leurs interventions car nous nous posons tous de graves questions.

Charge à eux d'être rassurants, mieux encore, convainquants : nous en avons besoin !

Qui pouvait imaginer, avant l'allocution du Premier ministre ce lundi, combien le titre de cette REF – Jeu décisif – serait à ce point d'actualité.

Bien sûr, nous, entrepreneurs, nous jouons un match permanent dont le niveau n'en finit pas d'augmenter - ça, c'est notre lot quotidien.

Mais nous sommes entrés dans le jeu décisif de ce match en raison de l'énormité et de l'urgence des défis que nous devons tous relever.

Je vous le dis : cette situation n'autorise plus ni le déni, ni les faux semblants, ni les demi-mesures, ni la démagogie – tous ces MAUX qui dénaturent notre débat public, qui le gangrèment et qui nous mettent encore plus, nous entrepreneurs, notre pays, dans une situation d'insécurité permanente.

Or l'insécurité et l'aveuglement sont nos pires ennemis.

Alors, oui, admettons-le, un début de prise de conscience collective s'est amorcé sur la rudesse de la compétition mondiale, ou encore sur l'état si critique de nos finances publiques – il est grand temps ! Le Premier ministre s'y emploie avec gravité - et il a raison ! Mais un diagnostic, même si c'est le bon, n'est que le début du processus de guérison. Désormais, il faut que chacun en tire concrètement toutes les conséquences.

Or, les premières réactions politiques aux récentes déclarations du Premier ministre surajoutent à notre inquiétude et nous éloignent de l'acte offensif indispensable au rétablissement de notre pays.

Notre pays ne manque ni d'idées, ni de talents.

Mais voilà, il est à court d'élan. Il manque d'envie collective, il s'enferme dans ses passions tristes, si stériles, si destructrices – on le voit de nouveau en cette rentrée. Parler d'efforts et de sacrifices c'est nécessaire, oui, mais convenez, mes amis, que ça ne fait pas vraiment vibrer !

Ce qu'il nous faut, c'est un projet d'avenir mobilisateur et crédible. Eh bien, ce projet, nous sommes décidés à y prendre toute notre part !

Car ce qui nous anime, nous entrepreneurs, ce n'est pas une passion triste, non, c'est la passion joyeuse de la réussite ! De la réussite de tous !

Pour jouer à ce niveau-là, celui du jeu décisif, il faut du muscle, mais il faut surtout de la vista et un moral d'acier. Il faut avoir la « gagne » !

Eh bien, la gagne, vous l'avez, nous l'avons !

Oui, si nous sommes réunis ici, mes amis, c'est pour exprimer une force, une volonté, des convictions et une ambition. Que chacun en soit bien conscient, dans nos rangs comme à l'extérieur !

Nous, entrepreneurs, nous ne laisserons pas le pays s'épuiser en vaines querelles ni en dérobades. Il faudra compter avec nous !

Comme nous l'avons toujours fait, nous mobiliserons nos immenses forces au service de la réussite française car nous la croyons encore possible ! Mais, s'il le faut, nous mobiliserons ces mêmes forces pour prévenir le pire. Raison de plus pour faire bloc au sein du MEDEF, mais aussi au sein de tout le camp patronal.

Notre MEDEF est une force avec laquelle il faut compter. Il porte la voix de 240 000 entrepreneurs, en charge de 12 M de salariés. Il est la 1ère organisation patronale, et de loin ! Alors, qui comprendrait qu'il accepte de subir ? A tous ceux qui se bercent de cette illusion, je le dis aimablement, mais fermement : c'est non !

## PAUSE

Notre MEDEF est puissant, il l'est de plus en plus. J'en veux pour preuve la croissance de 16% du nombre de nos adhérents, et même de 18% en termes d'effectif salarié – 12 M qui dit mieux ? Merci à vous tous d'avoir contribué à cette formidable dynamique !

Merci à ceux qui ont rejoint ces derniers mois notre grande famille patronale, une famille puissante DANS et DE sa diversité ! Notre influence est à la mesure de notre représentativité qui croît et doit continuer à croître ! C'est pourquoi je vous demande aujourd'hui à tous de la renforcer encore, de susciter dès à présent de nouvelles adhésions. Les turbulences à venir exigent que nous soyons encore plus forts.

## PAUSE

Ces turbulences, c'est justement mon premier point. Nous sommes aux premières loges pour comprendre combien le monde change vite. Tous nos politiques n'en sont hélas pas suffisamment conscients.

Nos capteurs sont uniques, ils nous remontent en temps réel les bouleversements qui sont à l'œuvre – géopolitiques, technologiques, climatiques ou démographiques. Autant de défis que nous affrontons, pas dans les livres, mais sur le terrain.

Trop souvent, nous en souffrons même dans notre chair : 66 000 de nos collègues ont ainsi vu leur entreprise emportée par une procédure collective en 2024, et 2025 s'annonce pire encore. A eux tous, nos pensées affectueuses et confraternelles.

Alors j'entends ici et là que, sur la croissance ou sur l'emploi, les chiffres seraient rassurants – certains vont même jusqu'à se glorifier qu'ils ne soient pas pires. Eh bien, ils ont tort ! De mon côté, je crains beaucoup pour la suite si rien n'est fait pour enrayer la spirale descendante.

La réalité, c'est que notre situation est très préoccupante. Elle est même aujourd'hui critique dans certains secteurs, le bâtiment, la chimie, la sidérurgie, le commerce non-alimentaire et son amont industriel, les vins et spiritueux, l'intérim, ou encore l'hôtellerie-restauration et j'en passe !

La réalité, c'est aussi que nous sommes confrontés à la multiplication des conflits armés avec leur cortège de victimes civiles. C'est d'abord une tragédie humaine.

Nous sommes aussi confrontés à une concurrence internationale toujours plus virulente, de plus en plus dérégulée, et même déloyale.

Elle se joue sur le terrain des droits de douane, sur les terrains technologique, fiscal, monétaire, énergétique et même éducatif, et elle est soutenue par les États eux-mêmes, qui en sont souvent les instigateurs. C'est flagrant s'agissant des États-Unis. C'est évident s'agissant de la Chine. C'est plus feutré, mais bien réel, dans beaucoup d'autres pays encore.

Même à l'intérieur de l'Union Européenne, mes chers amis, vous le savez, le combat se durcit, car nos voisins ne restent pas inertes. L'Allemagne a décidé de soutenir ses entreprises par des crédits d'impôts de 46 Mds€, et de ramener à 10% son taux d'IS fédéral. En Italie, le gouvernement et nos homologues patronaux de la Confindustria marchent main dans la main.

Et puis, comment ne pas saluer la croissance de l'Espagne et de la Pologne, ou encore le redressement des comptes du Portugal et de la Grèce ?

Admettons-le, le rétablissement de nos voisins et partenaires nous bénéficie indirectement. Surtout, elle démontre qu'en Europe, à nos portes, on peut conduire de bonnes politiques publiques au profit de tous, avec d'ailleurs ici un gouvernement de droite, et là, un gouvernement de gauche !

Et c'est bien une coalition socialistes/conservateurs qui vient aujourd'hui en soutien des entreprises allemandes dans l'intérêt supérieur du pays.

Je pense que vous comprenez mon message...

Eh bien en France aussi les décideurs politiques doivent dépasser leurs rivalités partisans. Cela n'en prend pas le chemin, j'en suis consterné.

Alors, je pose la question, mes amis. Sommes-nous condamnés à la faillite collective et au déclin ? Quand la fierté et le génie français, quand la *furia francese* vont-ils se réveiller ? Une France à la traîne, qui déprime, qui se déchire, se recroqueville, une France dont la voix dans le monde est assourdie, non, ça n'est pas la France que nous voulons !

## PAUSE

Je vois bien que l'incompréhension, et même l'exaspération, gagnent nos rangs, devant des débats publics en total décalage avec ces cruelles réalités ! Devant la naïveté et les petits calculs de ceux qui pensent que nous pourrions attendre 2027 avant d'agir, comme si nos concurrents étrangers, eux, allaient nous attendre poliment... Comme si les élections de 2027 nous garantissaient une solution !

Ceux qui croient pouvoir jouer avec l'économie nous font à tous prendre un risque énorme. Dans quel état serait la France qu'ils aspirent à gouverner ?!

Non, nous ne pouvons plus attendre, oui, c'est bien maintenant que se joue le jeu décisif ! Et il doit impérativement se jouer avec les entreprises. Jouer l'opinion contre les entreprises, charger encore notre barque au nom d'on ne sait quelle justice, ce serait une folie ! Ce serait un déni de réalité, mais aussi un bien médiocre calcul politique.

Déni, parce que nos entreprises sont déjà les plus taxées au monde ! Mauvais calcul politique, parce que c'est de nos entreprises que peut venir le rebond. Les Français, eux, ne s'y trompent pas : dans les sondages, jamais ils n'ont accordé un tel niveau de confiance aux entreprises ! A nos entreprises ! D'ailleurs, dans leur majorité, ils ne souhaitent pas qu'on les surcharge encore. Ils savent, eux, que les entreprises font le job, que nous faisons le job !

## PAUSE

Cela me conduit à mon deuxième point, le dialogue social, en commençant par une clarification sur le fameux conclave. Certains de nos détracteurs ont considéré que nous n'avions pas joué le jeu. Certains, mal intentionnés, ont même parlé de « sabotage ». Je vous le dis, mes amis, c'est une contre-vérité insupportable.

Oui, nous avons fait des propositions notamment pour les femmes et pour la prévention de l'usure professionnelle !

Non, nous ne nous sommes pas dérobés ! Mais ce qui est vrai, c'est que nous avons veillé à ce qu'enfin nos régimes de retraites privées s'équilibrent dans la durée.

C'est l'intérêt des salariés, autant et plus que le nôtre !

Notre fil rouge était très clair : ne jamais dévier de l'objectif d'augmentation du taux d'emploi, crucial pour notre prospérité collective mais aussi pour l'équilibre des régimes - donc de nos finances publiques.

Voilà pourquoi nous nous sommes opposés au rétablissement des régimes spéciaux au titre de l'usure au travail, ou au maintien de certains régimes de carrières longues, si coûteux et souvent injustifiés.

C'est ça, notre MEDEF : expertise, cohérence, responsabilité et courage !

Merci à nos négociateurs, à l'équipe « social » du MEDEF, à notre Bureau, qui ont su se mobiliser pour dégager des solutions consensuelles, mais claires.

C'est pour moi un honneur et un bonheur de travailler ainsi, dans une démocratie interne vivace, conviviale, toujours respectueuse et soucieuse de notre unité patronale. Applaudissons-les !

Alors le dialogue social est-il mort de l'échec de cet étrange conclave ? Non, je ne le crois pas.

D'ailleurs, depuis nous avons conclu deux accords ! Et nous avons, tous partenaires sociaux confondus, mis en garde le politique contre la tentation de les dénaturer dans leur transcription législative ! Quelle meilleure preuve de notre attachement à tous, syndicats et patronat, à un dialogue social fécond, et respecté par l'État ?

Oui dans le panorama si fracturé de notre pays, la démocratie sociale demeure un pôle de stabilité fondamental.

J'affirme que, au-delà de leurs éventuels désaccords, organisations syndicales et patronales sont pleinement conscientes de l'état du pays - plus conscientes, d'ailleurs, que quelques élus qui jouent la politique du pire.

Je réitère d'ailleurs ici à tous nos interlocuteurs syndicaux ma proposition de travailler ensemble, en particulier sur les enjeux essentiels du financement de notre protection sociale, sur notre modèle productif, enfin sur les grands défis du numérique, du climat et de la démographie. Des convergences peuvent émerger entre nous, notamment parce que les uns et les autres nous sommes en prise directe avec les réalités de terrain !

## **PAUSE**

J'en viens mes amis à la question centrale de la production, qui recoupe le dilemme empoisonné croissance/décroissance. Face à la crise, le gouvernement nous a proposé un slogan : « En avant la production ». On ne le dira jamais trop, c'est parce qu'elle ne produit pas assez que la France végète et se décline.

Quoiqu'il arrive prochainement au parlement, personne ne devra l'oublier.

Sans création de richesse pas d'emploi ni de pouvoir d'achat, pas de souveraineté, pas de rétablissement de nos finances publiques, pas d'investissement dans l'innovation, ni dans les compétences, ni pour l'environnement ! Donc oui, mille fois oui à la production !

Il faut évidemment aller au-delà encore de ce qui avait été judicieusement entamé en 2017, la politique de l'offre.

Oui donc à l'augmentation de la quantité de travail, dont la production dépend en bonne part !

Suppression de jour férié ou autres alternatives, le sujet reste entier. Il faut s'interroger sur l'augmentation de la quantité de travail fournie par le pays. Bien sûr en veillant à l'équité entre les secteurs public et privé et en prenant garde aux effets sectoriels, je pense notamment à toute la filière tourisme.

Travailler plus, c'est un impératif économique, c'est aussi un impératif social.

Il s'agit d'amener à l'emploi ceux qui en sont éloignés - le plus souvent malgré eux, mais parfois aussi de leur propre initiative. Sans rien lâcher sur l'emploi des seniors, qui se redresse déjà, sans « lever le pied » sur les reconversions et transitions professionnelles.

On nous parle aussi de lutter contre la fraude d'origine patronale. Eh bien, là encore, nous y sommes favorables. C'est un enjeu d'équité concurrentielle : l'immense majorité des entreprises est parfaitement respectueuse des règles, il ne faut pas qu'elles soient déstabilisées par celles qui fraudent et qui spolient la collectivité.

Mais, chers amis, on ne peut pas dire « en avant la production » sans dire « en avant l'investissement ». Or, voilà bientôt trois ans que celui des entreprises françaises est en recul. Et comme ce n'est pas le cas chez nos voisins, le fossé se creuse, en termes de production comme de productivité. C'est tout simplement dramatique !

Nous le savons tous, l'investissement, c'est un sujet de confiance en l'avenir. Quand l'avenir inquiète, quand il est menacé par plus de prélèvements, alors on hésite à investir.

Je le dis ici avec gravité : les nombreux partisans du toujours plus de taxation devraient y réfléchir à deux fois. On ne peut pas taper sur les entreprises et espérer qu'elles se projettent dans plus de production.

Eh bien cette évidence semble avoir échappé au décideur public ! Pour 2026, il est question d'alourdir encore nos charges de personnel de 1,5 Mds€ par un nouveau transfert injustifié du coût des arrêts maladie. Cela n'aurait aucun effet comportemental sur ceux qui abusent du système. Mais c'est pour nous, en tant que contribuables, une provocation !

D'autant qu'en face, l'État annonce fièrement 3 000 non-remplacements d'emplois publics, oui, 3000, sur un total de... 5 millions 600 mille agents !

Et puis c'est un peu fort de café qu'un État qui a laissé dériver sa masse salariale de 6,7% (7mds€) en 2024, qu'une sphère publique qui tolère un absentéisme bien supérieur à celui du privé viennent nous faire la leçon !

Crevons aussi une autre baudruche - je pense ici aux fantasmes entretenus sur les aides aux entreprises. Ces « aides », elles ne sont qu'une compensation très partielle de la surcharge qui nous disqualifie dans la compétition mondiale.

Je le redis ici, et je vous demande de le faire largement savoir autour de vous : c'est bien net de ces allègements que la France est le pays de l'OCDE où les entreprises sont les plus chargées et taxées !

Il faut que ça cesse, il faut qu'on arrête de mentir aux Français, qu'on arrête d'accabler les entreprises en manipulant la réalité !

Alors, oui à des travaux sur les 2200 dispositifs existants, pour en améliorer l'efficacité ! Mais non, trois fois non à un raboutage à vocation étroitement budgétaire. Et je veux saluer ici la détermination de Bercy à préserver le CIR, l'un des rares dispositifs qui attirent et conservent chez nous les entreprises les plus innovantes !

Mais un autre contresens prospère aujourd'hui dans le débat public ! La production, c'est le travail, mais, que je sache, c'est aussi le capital. C'est pourquoi on ne peut pas appeler à plus de production le matin, et taxer encore plus les actionnaires l'après-midi. Or, c'est ce que l'on entend à nouveau aujourd'hui, alors que les investisseurs supportent déjà personnellement, après la lourde taxation de leurs entreprises, un niveau de prélèvements parmi les plus élevés au monde - n'en déplaise à M. Zucman.

M. Zucman et ses adeptes pourraient être édifiés par les milliers de départs de décideurs économiques que subit la Grande-Bretagne, suite à une réforme fiscale démotivante. Eh bien non !

Il leur a sans doute aussi échappé que nos start-ups peinent à se financer au-delà de certains montants. Et ils refusent de voir que sous la menace d'un retour déguisé de l'ISF, nos entreprises familiales retiennent aujourd'hui plus encore leurs investissements.

Je veux être clair devant vous : quelle qu'en soit la forme, un retour de l'ISF serait ravageur pour notre économie, et nous nous y opposerons.

## PAUSE

Je vous parlais de confiance en l'avenir, cette confiance indispensable pour investir et embaucher. Eh bien, c'est aussi la confiance dans la parole de l'État. Or, elle fait aujourd'hui terriblement défaut !

Je pense évidemment ici aux reniements successifs sur la suppression de la CVAE, qui avait pourtant été votée par le Parlement. Je le demande solennellement, il faut reprendre dès 2026 la trajectoire de sa suppression définitive. C'est vital pour notre économie, et en particulier pour notre industrie.

Et que dire de la C3S, qui devait être supprimée en 2017 conformément aux engagements du Gouvernement, une C3S officiellement qualifiée d'impôt stupide. Elle a été si bien « supprimée » ... qu'elle nous coûte encore plus de 5 Mds€ par an !

Si l'État veut être respecté, il doit respecter ses engagements ! Au passage, si le seuil de taxation à la C3S n'avait pas été sournoisement figé depuis 2017 à 19 M de CA, ce seraient des milliers de nos PME qui y échapperaient aujourd'hui. Huit « années blanches » sur notre dos, ça fait beaucoup !

L'État doit aussi veiller à la stricte application des règles de droit. L'ordre public, c'est aussi une donnée économique.

La transgression de l'ordre républicain, la contestation chronique de décisions administratives pourtant conformes et l'émergence frénétique de collectifs activistes de circonstance sont devenues des repoussoirs - d'ailleurs ils sont précisément conçus pour ça, pour dissuader et entraver nos projets, qu'il s'agisse d'infrastructures, de logements ou d'implantations industrielles ! Ces activités doivent être soumises aux mêmes règles de transparence que nous !

## PAUSE

Un mot sur notre filière construction, qui est en grave souffrance, son amont industriel et sa périphérie dans les services tout autant. Sachez-le, à lui seul, son effondrement affecte notre croissance globale de près d'un demi-point – soit 15 Mds€ donc 6 Mds de rentrées fiscales et sociales perdues.

La pénurie de logements affecte durement le pouvoir d'achat et la mobilité professionnelle et sociale. Soyons clairs : la « production », c'est aussi la « production » de logements ! Oui, il est urgent de relancer massivement le logement, par des mesures radicales de simplification, et en encourageant à nouveau l'investissement locatif.

## PAUSE

Voilà, mes amis, ce que nous attendons de l'État.

Bien sûr, on nous objecte qu'il n'y a pas de marges de manœuvre budgétaires pour éviter la hausse de nos charges et soutenir l'investissement. Écoutez, à qui peut-on faire croire qu'il est impossible de trouver 10 Mds d'euros d'économies sur 1700 Mds de dépenses publique, soit un effort de... 0,6% ? Ça n'est pas audible !

Oui, c'est bien le secteur public qui est responsable de la gestion défailante des finances publiques, pas nos entreprises ! Il faut donc accentuer les efforts réels engagés par le gouvernement pour maîtriser les dépenses courantes de l'État. Et il faut qu'ils s'appliquent à l'ensemble des trois sphères publiques. C'est là, mes amis, que l'on doit trouver la ressource nécessaire à l'équilibre des comptes : baisser les dépenses, certainement pas augmenter les impôts !

Alors, oui, les équilibres partisans sont aujourd'hui plus complexes que jamais, et trouver des voies de passage au Parlement est très difficile.

Mais si le budget n'intègre pas les mesures de dynamisation que je viens d'évoquer, alors attendons-nous à de lourdes séquelles pour notre économie, et pour l'emploi.

On doit comprendre, au gouvernement et au Parlement, que l'enjeu de la production, c'est d'abord celui du redressement de notre compétitivité. Si l'on vient encore alourdir notre fardeau, la croissance s'en ressentira durement. Laissez-nous croître, investir, innover, former, embaucher, exporter : c'est comme ça que nous contribuerons au redressement du pays et de ses finances !

## **PAUSE**

Un mot maintenant sur l'Europe. Le MEDEF est résolument européen. Mais aujourd'hui nous sommes des amoureux déçus. Dans l'édifiante affaire des droits de douane américains, disons-le, l'Europe n'a pas tenu son rang. Pourquoi ? Parce qu'elle ne s'en est pas donné les moyens. L'Europe ne sait pas non-plus tenir tête à une Chine encore plus menaçante.

Et quel immobilisme dans le déploiement des excellents rapports Letta et Draghi ! Quelle lenteur d'exécution sur cela et sur le reste, alors que nos concurrents, eux, accélèrent ! L'Europe que nous voyons n'est pas l'Europe que nous voulons !

Un exemple. Alors qu'il est le 1er au monde, notre marché intérieur est entravé par des barrières non tarifaires monumentales. Un bien européen proposé dans un autre pays membre de l'Union voit son prix gonfler de 44% en moyenne. Pour les services c'est même 110% !

Cette situation est délirante, il faut y mettre fin ! Quel magnifique et évident terrain de jeu pour l'Union - c'est mieux que Roland Garros ! Oui, mais pour livrer ce match, encore faudrait-il que l'Europe entre sur le terrain... et pas à reculons !

## **PAUSE**

L'Union doit aussi arrêter de nous serrer le garrot en durcissant sans cesse ses objectifs environnementaux. A l'évidence, notre continent est le plus vertueux et le plus résolu quant à sa décarbonation, et c'est bien. Mais, d'évidence, il n'inspire pas, il n'entraîne pas le reste du monde ! Être les plus vertueux, c'est bien. Mais enfin : 93% des émissions de gaz à effet de serre émanent d'autres continents ! Trouvons d'urgence un meilleur équilibre entre puissance économique et objectifs écologiques. Imposons le principe de neutralité technologique et faisons confiance aux acteurs privés.

Je veux être bien compris : le MEDEF s'est très vite engagé en soutien de la décarbonation et de la biodiversité, il les souhaite, il y travaille – NOUS y travaillons tous et les résultats sont là !

Mais il faut savoir raison garder : si l'Europe détruit son industrie en imposant des standards excessifs, si elle épuise aujourd'hui sa capacité à développer et à financer l'innovation à force de contraindre ses entreprises, alors qui produira demain et qui décarbonera demain ?

Vous connaissez le proverbe : qui veut faire l'ange fait la bête. C'est ce que nous sommes en train de faire, nous Européens ! Il faut que ça cesse !

Notre MEDEF, ne lâchera rien. Nous agissons résolument, le plus souvent d'ailleurs avec nos homologues européens. L'ONG Transparency International vient de « dénoncer » le MEDEF comme le lobby le plus actif à Bruxelles et bien moi malicieusement, je m'en réjouis...

Nous continuerons à agir, sur la taxonomie, la CSRD et la CS3D, sur REACH, en coordination avec nos fédérations pour corriger des réglementations bien intentionnées mais mortifères pour la chimie, les cosmétiques, l'automobile, l'énergie, le commerce de détail mais aussi notre agriculture et bien d'autres. Je m'y étais engagé en début de mandat, nous le faisons !

Et si l'Europe est notre principal terrain de jeu, je n'oublie pas le reste du monde. Nous ne pouvons pas rester enfermés entre les mâchoires carnassières de la Chine et des Etats-Unis. Consolider nos relations avec l'Inde, la Malaisie, l'Indonésie est devenu vital. C'est vrai aussi s'agissant du MERCOSUR- j'ai d'ailleurs commis une tribune le soutenant avec mon homologue brésilien.

Notre dialogue régulier avec la FNSEA nous rend bien sûr sensibles aux préoccupations de nos agriculteurs et aux ajustements nécessaires pour y répondre. Mais ne perdons pas une minute !

Mes amis, nous voulons que la France et l'Europe brillent. C'est possible ! C'est encore possible !

PREMIER LEVIER : purgeons enfin le sujet de la simplification. Si on simplifie vraiment, si on arrose de simplification plutôt que de la saupoudrer, là, oui, croyez-moi, 1000 usines, 1000 laboratoires naitront ! Qu'émergent en nombre les projets d'investissement comme ceux décidés par SAFRAN dans mon département de l'Ain ou par le sidérurgiste MARCEGAGLIA à Fos !

Derrière chacun de ces magnifiques projets industriels, on trouve une coopération entre collectivités publiques et entreprises.

Mais plutôt que de gérer ces dossiers par exception, remettons à plat les règles de base si lourdes, complexes et couteuses : c'est ça la vraie simplification.

Saluons aussi la récente décision de renforcer les pouvoirs de coordination et de décision des préfets : je sais d'expérience que ça marche !

DEUXIEME LEVIER : faisons mieux valoir nos thèses dans le débat public. J'avais annoncé l'an passé la création de notre Front Économique. Vous aurez ici-même, demain, un avant-goût du travail remarquable des 100 économistes et entrepreneurs emblématiques qui se sont impliqués dans ces travaux et que je remercie.

Selon un sondage Odoxa publié hier par L'Opinion, 70% des Français attendent que nous nous exprimions beaucoup plus fortement dans le débat public : faites-le !

Nous ne récriminons pas, nous ne subissons pas, nous proposons et nous agissons !

TROISIEME LEVIER : appuyons-nous sur l'extraordinaire vivacité entrepreneuriale française. Beaucoup ignorent cette réalité : en proportion de sa population, notre pays est mondialement celui où se créent le plus d'entreprises. Même redressé de certaines déviances du régime des micro-entrepreneurs, qu'il faut maintenant corriger, ce chiffre reste vrai. Mieux : il y a 30 ans, les jeunes souhaitaient majoritairement intégrer la fonction publique, et bien, aujourd'hui, 63% d'entre eux affirment vouloir créer une entreprise. Quel virage, chers amis, quel motif d'espoir pour le pays !

QUATRIEME LEVIER, l'énergie. Notre pays est riche de leaders mondiaux, mais aussi d'un terreau fertile de start-ups et de laboratoires. Il y a maintenant urgence à arrêter une politique énergétique capitalisant sur ces acteurs. Pour notre souveraineté, notre compétitivité et notre décarbonation, ne gâchons pas nos précieux atouts.

## PAUSE

Nous avons parlé retraites, emploi des seniors, et il le fallait.

Mais tournons-nous vers celles et ceux qui sont tout bonnement notre avenir, et j'en vois plus chaque année dans les gradins de la REF ce qui m'emplit de joie ! Je parle bien évidemment de la jeunesse !

C'est le CINQUIEME LEVIER de notre réussite, et c'est là-dessus que je terminerai.

Je sais comme vous les difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes Français pour accéder aux bonnes formations, puis à l'emploi et au logement. Je sais aussi qu'une minorité d'entre eux peut créer des difficultés. Mais nous consacrer beaucoup mieux et encore plus à cette jeunesse, c'est pour nous autant un devoir qu'une formidable opportunité. Beaucoup d'entre vous sont remarquablement engagés au service de cette cause. Les initiatives se multiplient sur tout le territoire. Mais nous ne sommes pas encore à l'échelle.

Sans quoi notre pays n'afficherait pas un taux de chômage des jeunes aussi élevé, 19%, sans quoi la France ne compterait pas un million et demi de NEETS – ces jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en formation !

C'est une faillite collective, avec de lourdes conséquences sociales, sociétales, économiques, territoriales et parfois sécuritaires. A l'inverse, redresser le taux d'emploi des jeunes cocherait toutes les cases de ce retour à l'espoir et à la prospérité, à la cohésion sociale dont nous avons tant besoin.

Voilà pourquoi nous soutenons la réforme des lycées professionnels – qui est lancée, mais encore loin d'être aboutie. Voilà pourquoi nous nous sommes immédiatement mobilisés pour accueillir les stagiaires de seconde. Voilà pourquoi nous venons de produire 14 propositions pour améliorer l'orientation, pour certaines déjà reprises par l'État. Voilà pourquoi, enfin, il faudra engager la réforme du premier cycle universitaire, un autre gâchis humain, social et économique.

Mes amis, ne nous installons pas nous-mêmes dans une forme de résignation, au motif que nous nous heurterions aux conservatismes de l'Éducation nationale, ou de certaines régions. C'est de moins en moins vrai. A nous d'agir pour plus peser sur la carte des formations, sur l'orientation, à nous de nous engager dans la gouvernance du système, à nous d'accueillir plus et mieux les stagiaires, puis de les embaucher – car, oui, le stage, comme l'apprentissage, est aussi une magnifique machine à promouvoir les métiers et à identifier les talents. Payons plus de notre personne en allant au contact des enseignants, des élèves et étudiants.

Très chers amis, vous m'avez compris : faisons de la correction d'une grave anomalie – la situation de très nombreux jeunes – un grand défi, et un motif de fierté. C'est à une mobilisation générale de nos entreprises en faveur de la jeunesse que j'appelle aujourd'hui ! J'en ai fait la priorité de mon mandat.

Je nous fixe aujourd'hui collectivement l'objectif de diminuer ce taux de chômage des jeunes de moitié en 5 ans.

CONCLUSION.

Voilà, chers amis, ne laissons ni la lassitude, ni la résignation, ni l'aigreur gagner nos rangs !

Contribuons tous ardemment à redonner un élan à la France.

Ça n'est pas bloquer le pays qui nous tirera d'affaire, c'est au contraire le débloquer, le libérer !

Jeu décisif !

Le Premier ministre a eu raison d'alerter les Français sur la gravité de la situation de notre pays.

Nous sommes désormais tous tenus d'y remédier dans l'urgence.

Répondre dans l'urgence est toujours difficile.

Pour notre part, nous y consacrerons tous nos efforts, toute notre énergie, tout notre enthousiasme qu'on nous lâche la bride sur le cou !

Cette REF, jeu décisif, est un formidable catalyseur d'énergie.

Cette REF, c'est votre REF.

Je crois, mes amis, en notre collectif patronal, celui d'un MEDEF plus fort que jamais.

Un MEDEF qui reste à sa place, mais qui l'occupe pleinement. Un MEDEF lucide, de sang-froid, profondément attaché à nos institutions. Mais un MEDEF d'affirmation, qui ne laissera pas sombrer notre économie.

Un MEDEF tout entier tourné vers la réussite du pays.

Ensemble nous réussirons !

Oui mes amis, comme le disait Roland Garros : « La victoire appartient au plus opiniâtre ».

Opiniâtres, nous le sommes !

Vive l'entreprise !

Vive le MEDEF !

Vive la REF !

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI